

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/LDC/W/19

26 janvier 2000

(00-0318)

Sous-Comité des pays les moins avancés

MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS DE L'OMC POSSIBILITÉS D'ASSISTANCE AUX PAYS LES MOINS AVANCÉS

Note du Secrétariat

I. INTRODUCTION

1. En juillet 1998, le Sous-Comité des pays les moins avancés (PMA) a demandé au Secrétariat d'établir un document susceptible de l'aider à évaluer les difficultés rencontrées par les pays les moins avancés dans l'exécution de leurs obligations envers l'OMC. Cette demande s'inscrit dans un contexte formé de trois éléments: premièrement, l'importance accordée par les Ministres de l'OMC, dans leur déclaration de 1998, à la mise en œuvre des différents Accords de l'OMC et à la réalisation de leurs objectifs; deuxièmement, l'intention des Ministres de poursuivre l'évaluation de cette question à la troisième Conférence ministérielle; et, troisièmement, la surveillance par le Sous-Comité du suivi de la Réunion de haut niveau, dont l'un des thèmes centraux était la capacité des PMA à retirer des avantages de leur participation au système commercial multilatéral, laquelle est clairement et étroitement liée à leur capacité à mettre en œuvre les Accords de l'OMC.

2. En octobre 1998, le Secrétariat a distribué un document sur la mise en œuvre des Accords de l'OMC par les PMA, en réponse à la demande du Comité.¹ Cependant, les discussions suscitées par ce document au Sous-Comité n'ont abouti à aucune mesure concrète. C'est pourquoi, au cours de la réunion du Sous-Comité qui s'est tenue le 28 septembre 1999, le Président a proposé que le Secrétariat examine de nouveau le document WT/COMTD/LDC/W/10 et les discussions auxquelles il avait donné lieu et propose des moyens d'aider au mieux les PMA à mettre en œuvre les Accords de l'OMC. Le présent document s'efforce de répondre à cette requête.

3. Le document WT/COMTD/LDC/W/10 répertorie comme suit les points sur lesquels les PMA rencontrent des difficultés de mise en œuvre:

- a) Mettre en place des moyens de coordination efficaces entre les ministères dont les activités ont une incidence sur la mise en œuvre des Accords de l'OMC;
- b) Établir le cadre institutionnel et administratif national nécessaire;
- c) Concevoir et mettre en œuvre les réformes des politiques;
- d) Former les fonctionnaires;
- e) Adapter la législation et les procédures nationales pour assurer le respect des obligations découlant des Accords de l'OMC;

¹ WT/COMTD/LDC/W/10, "Mise en œuvre des Accords de l'OMC: inventaire des difficultés rencontrées par les pays les moins avancés et des réponses qui y ont été apportées".

- f) Observer les prescriptions de l'OMC en matière de notification;
- g) Se doter d'équipements modernes de traitement des données.

4. Les sections qui suivent traitent de ces points et de quelques autres. Il s'agit d'indiquer de nouveau ceux qui posent des difficultés aux PMA ainsi que les types d'assistance déjà fournis, et de déterminer si l'assistance offerte répond bien aux besoins des PMA, si (et comment) elle pourrait être améliorée, ou si (et comment) des moyens nouveaux et différents d'aider les PMA à mettre en œuvre les Accords de l'OMC peuvent être définis. Cette question s'inscrit aussi dans le contexte d'une évaluation globale de la coopération technique qui doit être effectuée par le Secrétariat en 2000.

II. ASSISTANCE TECHNIQUE ACTUELLEMENT OFFERTE AUX PAYS LES MOINS AVANCÉS AFIN DE LES AIDER À METTRE EN ŒUVRE LES ACCORDS DE L'OMC

- a) Mettre en place des moyens de coordination efficaces entre les ministères dont les activités ont une incidence sur la mise en œuvre des Accords de l'OMC
- b) Établir le cadre institutionnel et administratif national nécessaire
- c) Concevoir et mettre en œuvre les réformes des politiques

5. On souligne souvent que l'assistance technique liée au commerce devrait être fondée sur la demande et que les gouvernements bénéficiaires devraient "s'approprier" le processus. C'est notamment le cas pour ce qui concerne le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA. Il est particulièrement important que chacun des PMA soit propriétaire de toute activité d'assistance technique visant à: mettre en place des moyens de coordination efficaces entre les ministères dont les activités ont une incidence sur la mise en œuvre des Accords de l'OMC; établir le cadre institutionnel et administratif national nécessaire; ou concevoir et mettre en œuvre les réformes des politiques.

6. À cet égard, le Secrétariat de l'OMC fournit pour l'essentiel aux PMA six types d'assistance:

- i) Le premier type d'assistance est offert par le biais du Cadre intégré. L'ensemble du processus du Cadre intégré, y compris la préparation des tables rondes, exige une coopération étroite entre les services gouvernementaux des PMA et entre le gouvernement et le secteur privé. Le Secrétariat de l'OMC, en collaboration avec les cinq autres organisations participant au Cadre intégré, offre une assistance aux gouvernements des PMA afin de les aider à mettre en place des moyens de coordination efficaces entre les ministères dont les activités ont une incidence sur la mise en œuvre des Accords de l'OMC, établir le cadre institutionnel et administratif national nécessaire et concevoir et mettre en œuvre les réformes des politiques. Le site Web du Cadre intégré fournit des informations sur les activités des six organisations participantes.
- ii) Deuxièmement, l'assistance technique concernant l'évaluation en douane et l'administration douanière, d'une part, et la législation relative à la propriété intellectuelle et son application, d'autre part, est fournie par le Secrétariat de l'OMC en coopération avec l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et

l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), respectivement.²

- iii) Troisièmement, le Secrétariat offre aussi une assistance au moyen de séminaires nationaux ou régionaux, de missions techniques et d'ateliers spécialisés. En 1999, 70 missions environ ont été organisées dans 27 PMA et 58 missions concernant 28 PMA sont déjà prévues pour 2000. L'assistance technique relative à l'évaluation en douane et à l'administration douanière ainsi qu'à la législation sur les ADPIC et à son application est comprise dans ces chiffres.
 - iv) Le quatrième type d'assistance offert aux PMA par le Secrétariat est celui qui est fourni aux délégations ou aux visiteurs au siège de l'Organisation, ou par télécommunication entre le siège et les capitales des PMA. Il s'agit souvent de répondre à des questions ou à des problèmes spécifiques liés à la compréhension et à la mise en œuvre des Accords de l'OMC et des engagements correspondants, notamment dans le contexte des prescriptions en matière de notification.
 - v) En outre, le Mécanisme d'examen des politiques commerciales encourage la coopération entre les différents organes gouvernementaux des PMA chargés de questions en rapport avec le commerce et aide les gouvernements à évaluer et à mettre au point les politiques. Il a été recommandé à l'issue de la Réunion de haut niveau de 1997 en faveur des PMA que le Secrétariat de l'OMC donne la priorité aux PMA en ce qui concerne les demandes d'examen des politiques commerciales, recommandation suivie dans le cadre des programmes en cours.
 - vi) Enfin, le Secrétariat se tient prêt à apporter son aide dans les affaires de règlement des différends.
- d) Former les fonctionnaires

7. La formation des fonctionnaires joue un rôle important dans l'amélioration de la capacité des PMA à mettre en œuvre les Accords de l'OMC. C'est aussi l'un des éléments les plus courants des activités de l'OMC. Des activités de formation sont menées dans les PMA au moyen de séminaires nationaux et régionaux ou de stages de courte et de longue durée sur les politiques commerciales, ainsi que de stages spéciaux.

8. En ce qui concerne les stages réguliers de politique commerciale, 78 fonctionnaires des PMA ont participé aux stages de 12 semaines organisés par l'OMC depuis la création de l'Organisation en 1995. En outre, 20 participants venant de PMA où ont été installés des Centres de référence (voir le point g) ci-dessous) ont participé à des cours d'informatique qui, depuis avril 1999, font partie intégrante du programme des stages réguliers. Plus de 1 800 fonctionnaires de pays en

² La description la plus récente des activités de coopération technique du Secrétariat de l'OMC dans le domaine des ADPIC, figurant dans le document IP/C/W/156 (15 octobre 1999), comporte des informations sur l'assistance fournie au titre de l'accord de coopération conclu avec l'OMPI. Le document IP/C/W/154/Add.4 (19 octobre 1999), relatif à la coopération entre l'OMPI et l'OMC, comprend une description détaillée des très nombreuses activités de coopération technique en relation avec les ADPIC que mène le Bureau international de l'OMPI. Il convient de noter que l'assistance technique et juridique de l'OMPI est généralement organisée à l'échelle régionale, mais qu'elle est destinée en grande partie aux PMA.

développement et de PMA ont ainsi participé aux stages réguliers de politique commerciale depuis leur mise en place dans le cadre du GATT en 1955.

9. Quatre stages de politique commerciale de courte durée destinés aux PMA (deux en français et deux en anglais) ont eu lieu en 1998 et 1999. Les stages en français ont été suivis chaque année par 20 fonctionnaires et les stages en anglais par 22 fonctionnaires, de sorte que le nombre total de participants à ces stages a été de 84 personnes.

10. Les stages réguliers de politique commerciale font l'objet d'une évaluation interne permanente qui doit permettre d'adapter la formation en fonction de l'évolution des besoins des participants et des pays concernés. Des efforts sont déployés à l'heure actuelle dans les trois directions suivantes:

- i) Amélioration de la qualité de la formation, du point de vue de la teneur du programme et des méthodes utilisées;
- ii) Mise au point d'un programme de suivi des activités utilisant en particulier les techniques modernes de communication, en vue d'assurer, dans la mesure du possible, la formation continue et la mise à jour régulière du matériel d'enseignement; et
- iii) Recherche de moyens nouveaux permettant de former davantage de fonctionnaires des pays en développement et des PMA sans réduire la qualité de la formation.

11. L'efficacité de la formation serait bien entendu plus grande si l'on pouvait s'assurer que les fonctionnaires formés continuent, à leur retour dans leur administration nationale, de travailler sur les questions traitées, et qu'ils ne quittent pas cette administration. Il serait utile également que les stagiaires transmettent les compétences acquises et les informations reçues en jouant le rôle de formateurs auprès d'autres fonctionnaires intervenant dans la formulation et la mise en œuvre de la politique commerciale. Dans ce contexte, il est crucial que les participants aux stages soient bien choisis si l'on veut assurer des effets optimaux à long terme dans les pays qui présentent des candidats à ces stages. Les pays participants ont donc un rôle important à jouer en sélectionnant ou en désignant de bons candidats. En outre, le renforcement de la coordination entre les ministères s'occupant des questions en relation avec l'OMC, en particulier de la mise en œuvre des Accords de l'OMC, et les ministères qui sont les principaux bénéficiaires (utilisateurs) des projets d'assistance technique, constitue l'une des clés du succès de l'optimisation des cours de formation dispensés par l'OMC et les autres organisations internationales qui proposent une formation en rapport avec le commerce.

12. Parallèlement aux activités susmentionnées, il faudrait assurer une cohérence et une complémentarité plus grandes, notamment pour ce qui concerne l'installation de Centres de référence, les stages de politique commerciale de courte durée, les missions d'assistance technique et les séminaires à l'échelle nationale ou régionale, les missions effectuées sur le terrain dans le cadre des examens des politiques commerciales et les stages réguliers de politique commerciale. La mise en place d'une telle approche intégrée et renforcée permettrait de mieux définir les besoins et les stratégies de formation dans le cadre de l'OMC, qui pourrait alors mieux répondre aux difficultés rencontrées par les PMA.

- e) Adapter la législation et les procédures nationales pour assurer le respect des obligations découlant des Accords de l'OMC

13. Les PMA ont souvent besoin d'une assistance également pour adapter la législation, la réglementation et les procédures nationales afin de se conformer à leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Le Secrétariat de l'OMC apporte son aide en proposant des lois ou réglementations types et

en dispensant des conseils à l'occasion de missions d'assistance technique, d'ateliers spécialisés et de séminaires nationaux. Une assistance est fournie par exemple dans les domaines de l'évaluation en douane et de la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

14. Des activités de coopération technique de grande ampleur ont été conduites dans 33 pays en développement. Il s'agit d'aider les Membres à passer en douceur au système d'évaluation de l'OMC. Dans le cadre de cette assistance, des consultants en évaluation ont élaboré des projets de loi, soit sur la base de projets existants, soit en partant de zéro. Ils ont aussi organisé des séminaires d'études approfondies sur l'Accord à l'intention de petits groupes de fonctionnaires des douanes, réalisé des études de cas et réfléchi à des questions d'organisation générale en rapport avec la mise en œuvre. En outre, ils ont tenu des réunions avec des fonctionnaires des services des douanes afin de les aider à restructurer ces services pour mieux appliquer l'Accord et d'examiner les problèmes juridiques qui se posaient dans certains cas.

15. La Commission mixte FAO/OMS du Codex Alimentarius propose des lois ou réglementations types dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et le Secrétariat de l'OMC, si des demandes sont formulées dans ce sens, travaille en coopération avec elle, ainsi qu'avec l'Office international des épizooties (OIE) et le Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV).

f) Observer les prescriptions de l'OMC en matière de notification

16. Beaucoup de PMA Membres ont du mal à respecter les prescriptions de l'OMC en matière de notification. Le Manuel de coopération technique élaboré par le Secrétariat de l'OMC en 1996 contient des modèles de notifications qui couvrent toutes les prescriptions en matière de notification. Des ateliers spécialisés sur les obligations en la matière sont également organisés dans le cadre de missions de coopération technique. Le Secrétariat aide aussi régulièrement les Membres qui lui signalent les problèmes qu'ils rencontrent dans ce domaine, par le biais de contacts avec des fonctionnaires en poste à Genève ou dans les capitales, en formulant des observations sur les projets de notification reçus et en donnant des conseils concrets sur les moyens de respecter les prescriptions spécifiques en matière de notification. Le Secrétariat élabore actuellement un manuel sur les dispositions de l'Accord SPS relatives à la transparence, en particulier y compris l'établissement et le fonctionnement des points d'information nationaux et les autorités nationales responsables des notifications, ainsi que les procédures de notification. Ce manuel sera bientôt mis à la disposition des Membres.

g) Se doter d'équipements modernes de traitement des données

17. En réponse aux demandes d'assistance relatives à la mise en place d'équipements modernes de traitement des données, le Secrétariat installe des ordinateurs et des liens Internet dans les ministères du commerce de tous les PMA. Il forme aussi les fonctionnaires à l'utilisation de ces "Centres de référence", et entretient des contacts avec eux afin de s'assurer qu'ils sont utilisés et ne rencontrent pas trop de problèmes techniques.

18. Tous les Centres de référence de l'OMC ont reçu une bibliothèque de documents de référence (Résultats du Cycle d'Uruguay, IBDD, Examens des politiques commerciales, etc.). Les nouveaux instruments de référence et de formation sur CD-ROM sont envoyés à tous les Centres de référence au fur et à mesure de leur publication. Ils comprennent en particulier des programmes de formation permettant aux particuliers de consulter sur PC des matériels de formation sur certains accords ou sur les activités de l'OMC. Un module de formation sur CD-ROM concernant l'Accord sur les textiles a été distribué, de même qu'un programme de formation progressif concernant l'accès aux documents et informations de l'OMC sur Internet.

19. Le réseau de 63 Centres de référence de l'OMC (dont 38 dans des PMA) a été constitué grâce à des ressources provenant de fonds d'affectation spéciale de l'OMC. La plupart des Centres fonctionnent comme prévu et les observations formulées à leur sujet par les ministères du commerce des pays concernés témoignent de leur utilité. Ils permettent à ces ministères d'avoir tous également accès, via Internet, aux informations relatives à l'OMC. C'est un atout particulièrement précieux pour les PMA qui n'ont pas de représentation à Genève. La principale difficulté rencontrée à l'heure actuelle concerne le soutien technique dont tout réseau informatique a besoin pour continuer de fonctionner. Compte tenu des conditions difficiles dans lesquelles opèrent beaucoup de Centres, en particulier dans les PMA, les besoins en matière de soutien technique, de conseils et de formation sont constants. Certains Centres ne parviennent pas à se connecter au site de l'OMC car il est impossible de fournir ce soutien, et de remplacer ou de réparer le matériel défectueux. Le manque de ressources pour financer le soutien technique, les services de conseil et la formation reste le plus gros obstacle qui s'oppose au succès de cette initiative.

III. POSSIBILITÉS D'ASSISTANCE AUX PAYS LES MOINS AVANCÉS RENCONTRANT DES DIFFICULTÉS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS DE L'OMC

20. Pour améliorer l'assistance d'une manière cohérente, il faudrait commencer par une analyse en profondeur, au niveau de chaque PMA, des types de problèmes rencontrés dans la mise en œuvre des Accords de l'OMC, avant d'envisager des mesures concrètes. On pourrait dresser une liste de toutes les obligations en indiquant dans quelle mesure chaque PMA s'acquitte, ou est en mesure de s'acquitter, des obligations à venir. Les évaluations des besoins auxquelles procèdent les gouvernements des PMA au titre du Cadre intégré peuvent aussi renseigner utilement sur les domaines dans lesquels ces pays demandent une assistance technique.

21. Le Secrétariat de l'OMC ne ménage aucun effort pour améliorer l'efficacité de son assistance technique, mais les demandes faites à ce titre dépassent largement ses capacités financières, techniques et humaines. Comme on l'a déjà mentionné, il faut alors se demander si le Secrétariat de l'OMC peut faire davantage dans le même sens, ou s'il faut établir (et comment) de nouvelles priorités en matière d'assistance technique; si (et comment) une coopération plus étroite peut être envisagée avec les partenaires bilatéraux ou multilatéraux en matière de développement; si (et comment) les organismes d'aide bilatérale ou multilatérale doivent intervenir plus largement dans les secteurs où le Secrétariat de l'OMC manque de ressources; et si des activités de coopération technique d'un type nouveau ou complètement différent peuvent être définies. Peut-être la solution réside-t-elle dans la combinaison de l'ensemble de ces propositions, ou de plusieurs d'entre elles.

22. Pour que le Secrétariat de l'OMC améliore ses activités de coopération technique en cours, il faudrait davantage de ressources financières et humaines. Il incomberait aux Membres de l'OMC de fournir avec régularité ces ressources supplémentaires. Le fait qu'ils n'ont pas réussi, à la Conférence ministérielle de Seattle, à doter la coopération technique d'une base budgétaire plus stable constitue sans aucun doute un grave handicap à court terme. Dans certains domaines, comme celui des mesures sanitaires et phytosanitaires, l'assistance technique requise va bien au-delà des compétences du Secrétariat. C'est pourquoi il s'est parfois servi des fonds d'affectation spéciale de l'OMC pour financer des initiatives des Membres ou d'organisations internationales apportant les connaissances scientifiques et techniques nécessaires aux PMA pour la mise en œuvre de l'Accord. Cette possibilité doit être conservée et mise en valeur.

23. Dans le contexte de l'établissement des priorités en matière d'assistance, il pourrait aussi être utile que les PMA informent régulièrement le Sous-Comité des demandes d'assistance relatives à la mise en œuvre des Accords de l'OMC auxquelles n'a répondu aucune des six organisations partenaires, et qui présentent une importance particulière. On pourrait se servir de cette information

pour faire savoir aux pourvoyeurs d'aide bilatérale qu'il existe un besoin d'assistance concernant la mise en œuvre des Accords de l'OMC.

24. La coopération entre le Secrétariat de l'OMC et les autres organisations intergouvernementales œuvrant dans le domaine de la coopération technique liée au commerce s'est améliorée grâce au Cadre intégré. Cette initiative permet aux PMA d'adresser en une seule fois leurs demandes d'assistance technique dans ce domaine aux organisations et à leurs partenaires bilatéraux, au moyen des évaluations des besoins et des programmes pluriannuels. Elle leur permet aussi d'être rapidement informés des activités de coopération technique liée au commerce menées par les six organisations participantes dans les PMA. La duplication et le chevauchement des efforts peuvent être évités et les activités se dérouler dans un ordre adéquat. Le réexamen du Cadre intégré qui doit être effectué au premier semestre de 2000 mettra probablement l'accent, entre autres, sur cet aspect. Il est intéressant de noter également que, dans le cadre du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires par exemple, les organismes internationaux à activité normative ayant le statut d'observateur ainsi que les Membres rendent compte régulièrement de leurs activités d'assistance technique.

25. S'agissant des questions de propriété intellectuelle liées au commerce, l'OMPI et l'OMC ont lancé, en juillet 1998, une Initiative conjointe en matière de coopération technique, en application de leur accord de coopération visé à la note de bas de page 2 ci-dessus, afin d'aider les pays en développement à s'acquitter en 2000 des engagements qu'ils ont contractés au titre de l'Accord sur les ADPIC. Les deux organisations ont souligné à l'occasion du lancement de l'Initiative conjointe que l'assistance offerte à d'autres pays, en particulier les PMA, n'en souffrirait pas. Les PMA ayant jusqu'à 2006 pour mettre en œuvre l'Accord sur les ADPIC, elles pourraient maintenant étudier les moyens de réorienter leurs activités conjointes en faveur de ces pays.

26. Certains partenaires bilatéraux en matière de développement ont indiqué qu'ils étaient disposés à offrir une assistance spéciale pour la mise en œuvre de certains accords. Dans le domaine des mesures sanitaires et phytosanitaires, c'est déjà une pratique bien établie. Un questionnaire a été distribué à tous les Membres du Comité d'évaluation en douane de l'OMC et les pays en développement ont été invités à répondre aux questions de façon que les pays développés (qui fournissent une aide bilatérale et multilatérale) soient informés avec exactitude des besoins de chaque Membre et puissent adapter leur aide en conséquence. En outre, le Secrétariat a été invité à établir un document décrivant les activités nécessaires pour assurer la transition vers le système de l'OMC et répertorier les activités qui doivent faire l'objet d'une assistance.³

27. En outre, les pays développés Membres ont rendu compte au Comité de leurs activités d'assistance technique bilatérale et multilatérale. Cependant, il peut arriver que l'assistance offerte dans différents domaines ne corresponde pas aux demandes des gouvernements des PMA. Les fonctionnaires des pays développés qui ont eux-mêmes travaillé sur des questions ayant trait à la mise en œuvre des obligations incombant à leurs gouvernements dans le cadre de l'OMC devraient être bien placés pour offrir une aide aux gouvernements des PMA, en dépit des évidentes différences de situation entre les pays. L'assistance bilatérale pourrait se présenter sous les trois formes suivantes:

- a) Des experts des Membres de l'OMC pourraient, à la demande des PMA, aller aider les ministères de ces pays;
- b) Des fonctionnaires des ministères des PMA pourraient être invités à effectuer des "stages" dans les capitales d'autres Membres de l'OMC;

³ Document G/VAL/W/30.

- c) Des fonctionnaires des ministères des PMA pourraient être invités à effectuer des "stages" auprès d'autres missions de Membres de l'OMC à Genève.

28. Le Secrétariat de l'OMC pourrait servir d'intermédiaire dans la fourniture d'aide bilatérale par d'autres Membres aux PMA afin d'accroître leur capacité à mettre en œuvre les Accords de l'OMC.

29. Des partenariats pourraient également être recherchés avec certaines organisations non gouvernementales (ONG) ayant une expérience confirmée de l'assistance technique liée au commerce et qui pourraient offrir aux PMA une assistance impossible à obtenir par d'autres voies. Il faut cependant reconnaître que certaines ONG peuvent avoir des Accords de l'OMC leur interprétation propre et que la mise en œuvre qu'elles en font ne convient peut-être pas toujours. Néanmoins, au cas où ni les organisations intergouvernementales ni les partenaires bilatéraux ne souhaitent se charger de certains aspects de la coopération technique, il est possible d'envisager qu'une ONG ayant la capacité d'offrir ce type d'assistance soit informée de la situation et prenne contact avec le gouvernement afin de lui offrir ses services, ou que le gouvernement du PMA soit informé de l'existence d'ONG auxquelles il pourrait adresser des demandes.

30. Étant donné que l'assistance reçue par les PMA continuera forcément de ne répondre qu'à une partie des demandes faites, ces pays et les organisations concernées ont tout intérêt à faire le meilleur usage possible de l'aide offerte. Plus les demandes seront précises, plus il sera facile d'y répondre d'une manière satisfaisante. Comme on l'a mentionné plus haut, une "mobilité" excessive des fonctionnaires des PMA constitue par exemple un obstacle sérieux à la bonne utilisation de l'assistance technique. Les PMA doivent veiller à ce que les fonctionnaires voulus soient formés, c'est-à-dire ceux qui s'occuperont effectivement des questions traitées durant la formation, à ce que les fonctionnaires formés restent dans l'administration à l'issue de la formation; et à ce qu'ils soient à même de transmettre à d'autres fonctionnaires les connaissances qu'ils auront acquises.

31. Un meilleur suivi des différentes activités de coopération technique pourrait aussi contribuer à accroître l'efficacité de la coopération technique. Le suivi peut être amélioré au niveau des donateurs comme au niveau des PMA.

IV. SIMPLIFIER LA MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS DE L'OMC

32. Outre l'assistance aux PMA en vue de la mise en œuvre des Accords existants de l'OMC, la question de la teneur des dispositions de l'OMC a également été posée, en particulier par les PMA eux-mêmes. Quatre points au moins ont été mentionnés:

- a) Le premier concerne la possibilité de simplifier les obligations existantes en matière de notification. Certaines obligations sont peut-être trop lourdes pour l'ensemble des Membres de l'OMC. Il a été suggéré de simplifier certaines obligations de notification dans le cas des PMA, sans porter atteinte à la valeur des règles du système commercial multilatéral.
- b) Le deuxième concerne la charge que représentent pour les PMA leurs obligations dans le cadre de l'OMC par rapport à la valeur ajoutée apportée au système commercial multilatéral.
- c) Le troisième point qui a été soulevé est celui de savoir s'il ne serait pas possible d'accorder aux PMA des périodes d'ajustement plus longues pour le respect de certaines obligations dans le cadre de l'OMC. Ce point a été discuté avant et pendant la Conférence de Seattle, mais n'a pas encore été réglé.

- d) Le quatrième point concerne la possibilité d'exempter complètement les PMA de certaines obligations et les effets que cela avait sur le fonctionnement des Accords de l'OMC.

33. Les questions soulevées par les PMA au sujet de la simplification des procédures et des dispositions des Accords de l'OMC concernent donc, d'une part, une simplification globale au profit de tous les Membres et, d'autre part, des dispositions simplifiées qui ne s'appliqueraient qu'aux PMA.

34. Il convient de noter que les PMA sont déjà exemptés de certaines obligations dans le cadre de l'OMC, par exemple au titre de l'Accord sur l'agriculture. Cependant, la libéralisation du commerce, par exemple au moyen de consolidations, entreprise par les Membres de l'OMC, y compris les PMA, doit profiter à tous les Membres à long terme.

V. AUTRES QUESTIONS EN RAPPORT AVEC LA CAPACITÉ DES PMA À METTRE EN ŒUVRE LES ACCORDS DE L'OMC

35. Lorsqu'ils débattent des problèmes de mise en œuvre, les PMA soulèvent souvent des questions qui, pour d'autres Membres, n'ont qu'un lointain rapport avec leur capacité à mettre en œuvre les Accords de l'OMC, comme l'annulation de la dette ou l'expansion de l'aide bilatérale. Même s'il existe une relation indirecte à cet égard, le Sous-Comité ne peut jouer qu'un rôle minimal, surtout en ce qui concerne l'annulation de la dette. Le Secrétariat de l'OMC étudie ces questions dans le cadre de la "cohérence" avec le FMI et la Banque mondiale.

36. Les PMA et d'autres pays en développement ont mentionné une question plus vaste qui leur paraît problématique; il s'agit de la mise en œuvre, jugée incorrecte, de certains Accords de l'OMC par d'autres Membres qui, en connaissance de cause ou non, ont pris des mesures en profitant de la faible capacité des PMA à comprendre les décisions qui les affectent.

37. Pour améliorer la capacité des PMA à mettre en œuvre les accords existants et à participer effectivement aux négociations, il serait bon de faire en sorte qu'ils puissent assister aux réunions régulières des Comités de l'OMC. Il faudra peut-être pour cela une réévaluation de l'affectation par les PMA de leurs propres ressources et, le cas échéant, un financement au moyen de fonds de développement ou d'autres dispositifs d'aide bilatérale.
